Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 34

p.a.f. 0,60 € - **juillet 2013**

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Ouvriers, employés :

Interdiction des licenciements !

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Exproprier les usines et les casseurs d'emplois

Au-dessus des hauts fourneaux de Seraing, les vautours capitalistes planent.

ArcelorMittal veut les détruire pour diminuer le nombre de ses hauts-fourneaux en Europe et ainsi augmenter ses prix.

Mais d'autres « investisseurs », dont des fonds spéculatifs qataris, voudraient à leur tour bénéficier de la manne des subsides de la Région wallonne et se prétendent intéressés par les outils sidérurgiques.

Entre les deux, Marcourt agite ses petits bras, parle de nationaliser l'un pour servir les plats à l'autre.

Mais les travailleurs n'ont rien à attendre d'une dispute pour les morceaux entre capitalistes.

Collectivement, les travailleurs auraient la force d'empêcher les fermetures d'entreprises utiles, d'exproprier les licencieurs et de partager le travail restant. C'est le seul avenir possible pour la société.

Ils auront du mal à le croire

Cours d'histoire dans une école du futur : « En 2013, une année où des millions de travailleurs avaient perdu leur emploi et se demandaient ce qu'ils allaient devenir, un certain Ferdinand Piëch, le principal actionnaire du groupe Volkswagen et plus grande fortune d'Autriche, a augmenté sa fortune de quelques 1,7 milliards. C'était – explique la prof d'histoire à ses élèves incrédules – autant que ce que gagnaient 37 700 ouvriers en Belgique ou en Allemagne (mais il y en avait aussi qui trimaient pour lui en Chine, au Mexique, au Brésil, en Afrique du Sud…) ».



C'est dans les usines que sont créées les fortunes des riches.

Difficilement imaginable, aussi difficilement que la vie au château de Versailles où quelques centaines de nobles oisifs dépensaient les fortunes accumulées sur le dos d'une paysannerie pauvre. Mais c'était avant… la révolution !

La task force est avec eux

La task force mise en place par le « comité de développement stratégique » a conclu que le plan de restructuration de Caterpillar était « cohérent ». Pour ce comité, composé de patrons d'entreprises de la région, de responsables politiques et de permanents syndicaux, il est « cohérent » qu'une entreprise augmente ses dividendes de 100% en 6 ans tout en licenciant les travailleurs, car tous considèrent le profit capitaliste comme sacro-saint.



Ce qui serait cohérent pour les travailleurs, serait de réduire le profit pour maintenir les emplois et partager le travail sans diminution des salaires. Mais pour défendre leurs emplois, ils ne peuvent compter sur aucune « task force » de ce type, mais uniquement sur leurs propres forces.

Qui sommes nous

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **voix.d.travailleurs@gmail.com**,
ou par téléphone au **0479-44 81 52**.
Site internet : **http://www.lutte-ouvriere.org**
éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Ouvriers, employés : Interdiction des licenciements !

A l'heure de la rédaction de ce numéro de La Voix des Travailleurs, les négociations autour du statut unique des employés et ouvriers sont encore en cours, bien que bloquées. Et comment pourrait-il en être autrement ?

Le patronat veut pouvoir licencier plus facilement et à moindre coût. Alors pour lui, « harmoniser » les statuts employé et ouvrier veut donc forcément dire aligner les conditions des employés sur celles des ouvriers, et notamment sur les préavis considérablement plus courts de ces derniers. Derrière la question du statut, c'est surtout de licenciements qu'il s'agit !

Les dirigeants syndicaux qui négocient depuis des mois avec le patronat sur ce point le savent parfaitement. Et ils savent aussi que même le faible préavis des ouvriers n'est encore applicable qu'à une partie des travailleurs, ceux qui ont un CDI. Pour des dizaines de milliers d'intérimaires (et ils peuvent travailler comme employés), c'est le vendredi après-midi qu'ils apprennent que leur contrat se termine.

Mais les dirigeants syndicaux tiennent plus à leurs sièges et à leur rôle de négociateurs dans la « concertation sociale » qu'aux emplois de leurs affiliés, quitte à accepter des reculs inadmissibles au nom des travailleurs. Mais pour les travailleurs, les patrons ne sont pas les « partenaires sociaux », ils sont leurs exploiteurs.

Les capitalistes font les profits en exploitant le travail des ouvriers et des employés et plus ils peuvent exploiter les travailleurs, plus ils font du profit. Et quand la crise diminue les chances de vente, c'est par l'intensification de l'exploitation que les capitalistes maintiennent leurs profits, en fermant des sites, en licenciant du personnel, en augmentant la charge de travail, en diminuant les salaires, en imposant flexibilité et précarité et des conditions de plus en plus inhumaines.

Et cela est vrai pour les ouvriers comme pour les employés. Après la fermeture de Ford Genk, les employés et les cadres seront au chômage comme les ouvriers. Les banques ont licencié des milliers d'employés ces derniers mois et ceux qui restent sont également surchargés de travail, avec des objectifs de rendement qui rendent malades. Car si leur statut et leur travail diffère, ouvriers comme employés doivent travailler pour vivre et subissent tous l'exploitation.



Dans la manifestation de solidarité contre la fermeture programmée de Ford Genk

Alors qu'on soit ouvrier ou employé, face aux patrons rapaces, il faut que les travailleurs défendent leurs intérêts fondamentaux et en premier lieu la seule chose qu'ils ont dans cette société : leur emploi et leur salaire. Il faut imposer l'interdiction des licenciements !

Dikkenekken

Suite à la manifestation syndicale pour « l'harmonisation vers le haut » des statuts ouvrier et employé, le directeur de Volvo Gent a déclaré qu'en cas d'une telle décision, l'usine Volvo allait fermer.

Mais fin mai, quand les travailleurs du sous-traitant Volvo Logistics ont fait grève pour imposer l'embauche de sept collègues intérimaires/CDD, la direction a cédé après deux jours.

Le jour où les travailleurs s'y mettront tous, on verra beaucoup d'autres dikkenekken patronaux se dégonfler…



A quand le contrôle des créateurs de chômage ?

Le gouvernement Di Rupo veut impliquer les organisations syndicales dans le contrôle des chômeurs. Pour les y inciter, le budget de 166 millions d'euros qui finance la gestion des allocations de chômage par les bureaux syndicaux serait alloué en fonction du nombre de fraudes détectées. Pour obliger les chômeurs à accepter les minijobs à 450 euros par mois, comme le veut la ministre de l'emploi SP.A De Coninck ?

Si elles acceptent, les directions des syndicats serviront encore un peu plus de caution au patronat licencieur.

Les services publics sacrifiés sur l'autel du profit

Les « apporteurs de demain » rapportent déjà aujourd'hui

Lors de l'entrée en Bourse de BPost le 20 juin, le fond d'investissement (on dirait mieux « fond de sangsues ») CVC, actionnaire à 50% moins une action de BPost, a encaissé 812 millions d'euros en vendant deux tiers de ses actions. A leur achat, CVC avait déboursé 523 millions et depuis il a déjà empoché 464 millions de dividendes. L'opération lui aura ainsi rapporté autour d'un milliard.

Pourtant aucune richesse n'a été créée. Au contraire, ce sont des milliers d'emplois en moins à la Poste, une charge de travail toujours plus lourde, la fermeture de bureaux de Poste, le courrier qui n'arrive que l'après-midi…

Ce que les actionnaires de CVC ont gagné, c'est ce que les postiers et le service public ont perdu. Et Johnny Thijs, le CEO de PBost, nous assure qu'il continuera sur la même voie.

Enseignement : avoir le sens de classe…

Pendant tout le mois de mai, le gouvernement flamand a failli se déchirer sur la réforme de l'enseignement. Le but du ministre de l'enseignement Pascal Smet (SP.A) est d'orienter l'enseignement davantage vers les besoins du marché du travail, une revendication des patrons flamands. Des filières et des matières qui ne préparent pas à des professions demandées sur le marché du travail (flamand) seront d'ailleurs simplement supprimées, ce qui permettra au passage quelques économies supplémentaires dans l'enseignement.

Quant à la N-VA, elle a été contre… non pas de livrer de la chair à exploiter sur-mesure aux patrons, sans une connaissance en Histoire ou en Littérature de trop, non. Elle est contre la proposition du « tronc commun », c'est-à-dire d'imposer aux cadres, patrons, médecins et autres avocats de voir leur progéniture rester (du moins en théorie) un an ou deux de plus dans les mêmes classes que les futurs ouvriers…

Comme quoi, la N-VA partage un vrai sens de classe… avec la bourgeoisie.

Les profits "durables" de l'électricité

Elia, le gestionnaire du transport d'électricité, veut à nouveau augmenter la facture électrique, en faisant passer de 13,89€ à 20€ par kilowatt/heure le tarif du financement des certificats verts. A l'origine, ce tarif était de 1,3€ par kilowatt/heure. Pour faire passer cette augmentation auprès du public, le gouvernement wallon a promis fin mai d'accorder 500 kilowatt/heure gratuits à l'ensemble des ménages. Mais cette mesure n'entrerait en application qu'en 2016… ou à la Saint-Glinglin. Tout le battage autour de "l'énergie durable" n'est qu'un prétexte pour faire payer par la population les profits des capitalistes, que ce soient les actionnaires d'Elia ou les entreprises actives dans les panneaux solaires.



L'arme des travailleurs, c'est la grève !

Le 27 juin, les agents d'Infrabel ont fait grève. Et comme à chaque mouvement de grève sur le rail, presse et médias ont accusé les grévistes de prendre les voyageurs en otage, de faire grève pour leur plaisir. La situation du personnel qui entretient le réseau sur lequel roulent les trains des navetteurs est cependant simplement révoltante : les heures supplémentaires et le travail de week-end s'enchaînent pour ces travailleurs qui sont à pied d'œuvre par tous les temps et font face à des installations vieillissantes et des vols de câbles avec un manque de personnel chronique et des embauches au compte-goutte.

Ce n'est pas la grève qui est criminelle, mais la politique des économies dans les services publics de ces 30 dernières années. Les cheminots ont raison de se défendre et les usagers de les soutenir !



Les cheminots dans la marche pour l'emploi, le 29 avril à Charleroi

Fyra pas fier



… mais il roule, celui-là

Portes qui se détachent, câbles de haute tension qui pendent sous les voitures, pièces arrachées… le nouveau train à grande vitesse, censé circuler entre Bruxelles et Amsterdam, est un fiasco. Des centaines de millions dépensés en pure perte pour faire moins cher à l'achat… et plus cher pour les usagers. Car le train normal entre Bruxelles et Amsterdam doit disparaître au profit d'un train à réservations plus cher.

Les transports publics ne fonctionnent pas mieux sous la loi du profit, ils risquent même de ne plus fonctionner du tout ! Ils doivent redevenir un service public, et cette fois sous le contrôle des travailleurs du rail et des usagers !

De la révolte inévitable au changement nécessaire de la société

Turquie, Brésil : à plus de 10.000 kilomètres de distance ce sont les mêmes images de centaines de milliers de jeunes qui manifestent, malgré la répression policière et contre elle. Une jeunesse en révolte.

Et elle a mille fois raison de se révolter dans ce système à l'avenir bouché.

Derrière le plan de construction d'un centre commercial à la place du parc Gezi à Istanbul et l'abattage de ses arbres, c'est la corruption, l'autoritarisme moralisateur d'Erdogan, la répression policière, contre lesquels des centaines de milliers de jeunes sont allés dans la rue. Et l'ampleur des manifestations qui se sont étendues à une centaine de villes s'explique aussi par les inégalités d'un « succès économique » vanté par Erdogan dont de larges parts de la population n'ont vu aucune retombée.

Au Brésil où le gouvernement prévoit de dépenser au moins 10 milliards d'euros pour les préparatifs de la coupe du monde et les jeux olympiques en 2014, les manifestations dénonçaient initialement l'augmentation des prix du transport. Prendre les transports en commun (tous privés) pour aller au travail, peut en effet coûter jusqu'à un tiers du salaire d'un travailleur et des millions de Brésiliens en sont complètement exclus. Les manifestants réclament des écoles, des hôpitaux, des services publics, plutôt qu'un stade de foot destiné à brasser du fric.

Les explosions sociales sont inévitables dans ce système qui accumule des richesses astronomiques à un pôle de la société et une misère sans nom à l'autre. Dans les pays pauvres, cette opposition entre une petite minorité de riches et le reste de la population devient de plus en plus explosive. Et il suffit d'un prétexte pour que la révolte éclate, fut-ce la protection de quelques arbres. Mais les raisons initiales de la mobilisation ont vite été dépassées.

La mobilisation a déjà montré sa force. La police du gouvernement d'Erdogan a mis plusieurs semaines pour dégager la place Taksim. Et si, pour le moment, ce sont les porteurs d'uniformes et de matraques qui occupent la place, le résultat principal de la répression a été de consolider le sentiment de révolte et la haine contre le régime dans le cœur de millions de jeunes… et de beaucoup de leurs parents.

Au Brésil, le gouvernement qui se prétend de gauche mais qui est au moins aussi habitué à la répression que le gouvernement turc, exécute une valse d'hésitations entre la répression des manifestations, des phrases creuses sur la prétendue démocratie au Brésil et un premier recul sur les prix des transports. Et là aussi, quoi qu'il fasse, le gouvernement est incapable d'empêcher la jeunesse de prendre conscience de la force de sa révolte.

La jeunesse qui se révolte se déclare anti-politique. Que les manifestants ne veuillent pas voir leur mouvement confisqué par le parti d'opposition qui aspire simplement à la place d'Erdogan, cela se comprend. Ils ont raison d'être méfiants vis-à-vis des partis qui comme le PT (Parti des Travailleurs) au Brésil et dont les militants ont tenté de se joindre aux manifestations malgré la présence de leurs dirigeants au gouvernement. Quand leur dirigeant Lula – ancien meneur de grèves de sidérurgistes – est arrivé au pouvoir, il a docilement exécuté tous les ordres qui lui ont été donnés par le FMI et les riches capitalistes brésiliens. Le fardeau qui pèse sur le dos de la classe ouvrière et des paysans pauvres n'a en rien été allégé.

Mais l'apolitisme laisse forcément le terrain à ceux qui font déjà de la politique… dans le sens des intérêts des riches et du capitalisme.

De futurs Lula émergeront des mouvements actuels. Mais d'autres jeunes prendront aussi conscience de la nécessité d'une politique révolutionnaire clairement dans l'intérêt des exploités, de la classe ouvrière.

Cette politique-là n'est pas une affaire d'élections et de sièges parlementaires, ni de combinaisons gouvernementales pour continuer à gérer le capitalisme dans le cadre actuel. C'est bien plutôt une question d'idées et de conscience de classe.

C'est quand la classe ouvrière, qui est à l'origine de toutes les richesses, aura au moins autant conscience de ses intérêts de classe que la classe des exploiteurs a conscience des siens, que les révoltes mettront en cause non seulement les gouvernements, mais aussi la propriété des banques, des capitaux des grandes entreprises et tout le pouvoir des capitalistes. C'est alors qu'on verra la peur changer de camp. Et c'est de ces luttes qu'une société différente pourra naître. Une société sans exploitation, sans riches et pauvres, une société communiste.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

Les riches sont devenus encore plus riches. 0,7% de la population européenne – 3,5 millions d'individus (dont 82 000 en Belgique) – possèdent aujourd'hui ensemble près de 8 260 milliards d'euros, soit plus de trois fois le PIB (l'ensemble des richesses produites en un an) de l'Allemagne. Et la tendance est à la hausse.

L'argent existe, mais il faudra le chercher là où il s'accumule : dans les coffres forts des riches.

La came

Il a suffi que la banque centrale américaine (Fed) annonce son intention d'arrêter (éventuellement et dans un an) sa politique d'injections massives et quotidiennes d'argent frais dans les circuits financiers, pour que les Bourses commencent à trembler.

La perspective de devoir vivre sans leurs injections fait le même effet sur les spéculateurs que sur un junkie qui a déjà survécu à plusieurs overdoses et qui continue à se shooter. Ce qui en dit long sur l'état de santé du système.

La Commedia dell'arte

En voyage en Italie, Elio Di Rupo s'est livré à un numéro avec son compère le premier ministre italien, Enrico Letta.

Sous le masque de Jean-qui-pleure, ils ont déploré l'explosion du chômage dans l'Union européenne, en particulier chez les jeunes. Puis, mimant la colère, ils ont accusé l'Europe d'être responsable : "25 millions de chômeurs, l'austérité cela ne marche pas !"

Incroyable… Qui donc a appliqué 19 milliards d'euros de mesures d'austérité en Belgique et s'apprête à imposer 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires ? Qui baisse les allocations des chômeurs "pour les encourager à trouver du travail" ?

Derrière le comédien, il y a le ministre au service des capitalistes.

Attention! Ils votent encore des aides pour ton patron!

Le vrai symbole du PS ? La feuille de vigne.

Les Di Rupo, Magnette, Onkelinkx, répètent que "sans le PS, ce serait pire". Est-ce vrai ? Le plan d'économie le plus drastique des gouvernements Martens dans les années 80 se montait à… 5 milliards d'euros. Le « plan global » de Dehaene au début des années 90 s'élevait à 10 milliards d'euros de mesures d'austérité. Mais dans sa lettre à la Commission européenne, Di Rupo s'est récemment vanté d'avoir réalisé 19 milliards d'euros d'économies depuis 2011 !

En réalité, quel que soit le parti ou la coalition politique au gouvernement, ce sont les banques qui dirigent. Et leur soif de profit est plus grande aujourd'hui que jamais.

Le premier ministre socialiste ne fait que leur servir le plat.

Grèce :
Ils peuvent couper la lumière, ils ne couperont pas la colère

Le 11 juin dernier, les trois chaînes publiques de la télévision grecque ont cessé d'émettre. Le gouvernement a en effet décidé qu'il fallait détruire ce service public pour laisser le champ libre aux télés privées. 2 600 salariés sont ainsi menacés de perdre leur emploi.

Pas plus qu'ils n'acceptent la mise à sac de la santé et de l'éducation, ou la revente de pans entiers du secteur public au privé, les travailleurs grecs n'acceptent cette nouvelle attaque, et des rassemblements se sont formés dès que les écrans ont viré au noir. L'argent existe : dans les coffres forts des armateurs et de l'Eglise orthodoxe, et surtout dans les grandes banques belges, françaises et allemandes qui ont fait - et font encore - leur beurre avec la dette de l'État grec.

Japon :
Catastrophe nucléaire : Tepco sans pitié

Lors de la catastrophe nucléaire de Fukushima en mars 2011, la population vivant autour de la centrale avait finalement été évacuée, perdant tout. De son côté, la compagnie d'électricité Tepco, qui avait falsifié pendant des années tous les rapports sur la sécurité de ses centrales nucléaires, a reçu des milliards de l'État japonais pour indemniser les victimes, payer les travaux de réparation et simplement pour éviter sa faillite.

Tepco veut maintenant augmenter les prix de l'électricité dans la zone sinistrée, sous prétexte qu'elle doit faire face à l'augmentation de ses coûts de production.

La soif de profit des actionnaires de Tepco n'a d'égale que leur cynisme.

Le protectionnisme : un piège pour les travailleurs !

Mardi 4 juin, la Commission européenne décidait d'imposer des taxes sur les importations chinoises de panneaux solaires. Sous ses fenêtres, les organisations syndicales du secteur du verre avaient convié les travailleurs à réclamer eux-mêmes ces mesures « anti-dumping ».

Ces 5 dernières années, ce sont en effet 3000 emplois qui ont disparu dans le secteur du verre. Mais une grande partie de ces suppressions d'emplois résultent des restructurations opérées dans le secteur automobile, dont le dernier exemple en date est Ford à Genk.

Quand les actionnaires des grandes entreprises diminuent la production et ferment des usines, c'est toute la chaîne des sous-traitants qui suit : les fabricants de pneus, de verre, de pièces en plastique, la sidérurgie… Pour maintenir leurs profits, les capitalistes licencient les travailleurs. Et voilà que diminue le nombre de personnes qui envisageraient encore des dépenses pour des travaux de rénovation, et c'est le secteur de la construction qui est entraîné dans la spirale de la crise, et avec lui les fabricants de vitres, de panneaux solaires, etc.

Alors, sur les marchés qui se rétrécissent dans la crise, la concurrence entre capitalistes s'exacerbe et devient une véritable guerre. Une guerre que les capitalistes mènent avec la chair des travailleurs.

Pour les travailleurs, la « compétitivité » de l'entreprise ou du secteur où ils travaillent, signifie toujours la même chose : les salaires à la baisse, les conditions de travail détériorées, la flexibilité à outrance, des contrats précaires, des licenciements, en un mot : plus d'exploitation !

Pour les travailleurs, essayer d'être compétitifs, c'est se préparer à la famine. Car une fois les salaires réduits dans une entreprise, les salariés dans les autres entreprises devront accepter des baisses encore plus fortes pour « rester compétitifs » à leur tour… et ainsi de suite.

C'est ce qui se passe pour les travailleurs du secteur du verre ici, et c'est ce qui se passe pour les travailleurs du secteur du verre en Chine ou ailleurs. Car bien évidemment, les producteurs chinois – qui ne sont d'ailleurs pas toujours si chinois que ça – sont aujourd'hui en train de dire aux travailleurs qu'ils ne garderont leurs emplois que s'ils continuent à accepter les bas salaires, condition pour s'imposer sur le marché européen. Et demain, ils baisseront les salaires des travailleurs pour « rester compétitifs malgré les droits de douane à payer sur le marché européen », en leur faisant le même chantage que celui que nous connaissons ici : accepter les sacrifices ou perdre son travail.

Alors, frapper les panneaux solaires en provenance de Chine de droits de douane pour les rendre aussi chers que ceux d'ici, est-ce que cela protégera les emplois et les salaires des travailleurs du verre ? Bien sûr que non, les droits de douane n'empêcheront en rien les capitalistes de licencier et de poursuivre l'aggravation de l'exploitation.

Peut-on au moins espérer que la concurrence en soit un peu diminuée ? Même pas ! Au contraire, ces mesures portent en fait la concurrence capitaliste à un degré plus élevé. Car, si l'Union européenne protège ainsi les profits de ses capitalistes contre leurs concurrents, l'État chinois compte bien faire de même pour les produits importés en Chine. Ce qui ne manquera pas de fournir le prétexte à de nouvelles attaques patronales ici et en Europe.

Dans cette guerre commerciale, les capitalistes, par syndicats interposés, mobilisent aujourd'hui les travailleurs dans des manifestations pour justifier l'intervention des États pour défendre les profits des riches. Mais qui nous dit que demain, cette guerre commerciale ne se transformera pas en une guerre tout court ? Et qu'ils ne chercheront pas à nous mobiliser pour défendre leurs parts de marché non plus par des droits de douane, mais par la force des armes ? Lors de la crise des années 30, les mesures protectionnistes prises par les différents pays industriels ont mené précisément à cela.

Alors non, les travailleurs n'ont pas à fournir les troupes dans la guerre - aujourd'hui commerciale, demain guerre tout court - que se mènent leurs patrons. Ils ont leur propre lutte à mener !

Les travailleurs ne sauveront leurs emplois, leurs salaires, leurs vies tout simplement qu'en les défendant contre leurs exploiteurs. En imposant par leurs luttes collectives le partage du travail entre tous sans perte de salaire et l'interdiction des licenciements. Quant aux travailleurs chinois, le problème se pose pour eux exactement de la même façon. Cette classe ouvrière forte de plusieurs centaines de millions de travailleurs, qui ont mené de très nombreuses grèves ces dernières années pour imposer des augmentations de salaire, n'est pas notre concurrente. Au contraire, elle peut être notre alliée dans cette lutte contre les patrons. Une alliée puissante.

Gros nuages au-dessus des communes

L'austérité de haut en bas…

Les communes sont financièrement au bout du souffle. Outre ce qu'elles ont perdu dans la débâcle de Dexia, elles ont vu leurs charges augmenter par les mesures prises par le gouvernement fédéral. Les communes doivent ainsi financer une part plus importante des pensions de leur personnel. Le nombre de personnes forcées de se tourner vers les CPAS explose. Bien des communes procèdent à des licenciements ou, comme à Anvers, font des économies sur les budgets accordés aux organismes sociaux contraints de supprimer du personnel à leur tour. Et ce sont souvent des services entiers, pourtant essentiels à une population en difficulté, qui disparaissent.

Donc, quand le gouvernement déclare que ses mesures ne touchent pas la population, cela signifie simplement que le sale boulot est sous-traité aux niveaux subordonnés de l'État.

… fait couler l'argent de bas en haut

En 2012, l'État fédéral belge a payé 12,86 milliards d'euros d'intérêts à ses créditeurs, en premier lieu les banques. Les économies imposées aux bébés sans crèche, aux enfants dans les écoles surpeuplées, aux malades et personnes âgées privés de soin, … financent en réalité un cadeau permanent aux banques !

Attention aux pickpockets

Les taxes communales ont augmenté de 82% en moyenne en un an, et même de 12% dans les communes en Flandre. Parking payant avec carte de riverain payant, poubelles payantes, démarches administratives aux guichets communaux de plus en plus chères,… les communes plongent mille doigts dans les poches de leurs habitants pour en retirer en moyenne 130 € par an et par personne.

Pendant ce temps les ministres de tous les partis se déclarent – la main sur le cœur – contre les augmentations d'impôts.

SAC 2 en 1

Le 30 mai, le parlement a décidé d'une loi permettant aux autorités communales d'imposer des Sanction Administratives Communales (SAC) jusqu'à 350€ y compris à des mineurs de 14 ans pour "incivilités". Pour les députés, si les enfants font des bêtises, il faut punir les parents. C'est plus facile que des les aider à socialiser et éduquer la jeunesse, et puis… il faut bien essayer de remplir les caisses communales vidées par la faillite de Dexia !

Combattre la pauvreté ou combattre les pauvres ? Magnette a choisi.

Descentes policières régulières dans les quartiers pauvres, repas chauds supprimés dans les plaines de jeu ouvertes aux enfants des quartiers populaires, et règlementation plus stricte de la mendicité avec séjour en prison à la clé. Le nouveau bourgmestre de Charleroi s'active… contre les pauvres.

Les travailleurs jetés dans la pauvreté par les actionnaires richissimes de Caterpillar, de Carsid, d'ArcelorMittal, Saint Gobain, etc. savent qu'ils n'ont rien à attendre de ce genre de « socialiste » au service du patronat.



Mons, capitale… de l'austérité

Lors de la journée d'action dans les services publics, le 24 juin, une centaine de militants syndicaux de la Ville de Mons ont protesté contre les menaces de suppressions d'emploi à la Ville.

Chaque agent a par exemple reçu un fichier excel qu'il doit remplir pour justifier son emploi du temps… et son emploi tout court. Les chefs de l'administration communale, qui inventent ce genre d'initiative, savent pertinemment qu'il manque d'effectifs dans tous les services et que les travailleurs subissent une augmentation de leur charge de travail.

Les employés communaux ont tout intérêt à préparer la défense de leurs emplois.

Vases communicants

Le déficit des CPAS est passé de 18 millions d'euros en 2008 à 50 millions en 2012, soit 170% d'augmentation. C'est la conséquence d'une explosion de la pauvreté due entre autre à la politique de sanction des chômeurs décidée par le gouvernement Di Rupo en 2011.

Tandis que les agents des CPAS filent vers le burn-out et que leur public s'enfonce dans la misère, le nombre de millionnaires augmente en Belgique comme partout ailleurs.

Venez discuter avec les militants de Lutte ouvrière

Réunion publique

le vendredi 12 juillet à 18h00

à la Maison des Huit Heures à Charleroi

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.